

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#44
SEPTEMBRE
2015

1€

Stop aux guerres et à l'Europe forteresse



SOLIDARITÉ AVEC LES RÉFUGIÉS !

DOSSIER

SYRIZA À L'ÉPREUVE DU POUVOIR BILAN & PERSPECTIVES



**NPA
JEUNES**

★ Édito ★

Pas de pause estivale pour la lutte des classes !

La classe des riches et des capitalistes a été plus que jamais à l'offensive cet été. D'abord elle a tenté d'écraser la résistance des jeunes et des travailleurs en Grèce. Et tous les moyens ont été bons, du blocus financier à une campagne de pub internationale pour le OUI au référendum sur l'austérité. Face à cet arsenal, le gouvernement Syriza, à force de compromis a fini par accepter le pire plan d'austérité qu'ait connu le pays. Cette expérience doit être une véritable leçon pour tous ceux qui dans le monde cherchent à combattre le système, le bilan s'impose : les gouvernements élus dans les institutions capitalistes ne valent rien, seul la mobilisation des travailleurs et l'affrontement avec ce système pourrait stopper l'austérité.

Cet été a aussi été l'occasion de dévoiler toute l'hypocrisie des guerres menées par les gouvernements au service des capitalistes soit disant pour des raisons humanitaires. Obama et ses alliés de l'OTAN, qui se vantent depuis plusieurs mois de bombarder Daesh pour protéger les populations, n'ont eu aucun scrupule à soutenir la Turquie dans sa guerre contre le peuple Kurde qui résiste pourtant aux fanatiques de Daesh. Toutes ces guerres menées par les puissances impérialistes sont en vérité toujours menées au nom du profit de quelques grandes entreprises qui veulent s'approprier les matières premières et les marchés. La conséquence de ces guerres c'est aussi l'afflux de dizaines de milliers de migrants obligés de quitter leur pays et qui sont accueillis aux frontières de l'Europe par des barbelés et la police. Dernièrement le scandale qu'ont provoqué les images de migrants morts par dizaines ont obligé nos dirigeants à verser quelques larmes de crocodile alors qu'il sont les principaux responsables de la situation.

Plus que jamais la solidarité et l'entraide entre exploités du monde entier est nécessaire pour résister à la barbarie que provoque ce système. En France les jeunes et les travailleurs doivent exprimer pleinement leur soutien aux migrants et à la population en Grèce, en commençant par s'attaquer à la politique guerrière et austéraitrice de notre propre gouvernement.

La victoire est possible ! L'exemple de la lutte des sans-papiers du 78

L'unité, la solidarité, la détermination exceptionnelles dont les sans-papiers de trois agences intérim dans le 78 ont fait preuve les ont menés à une belle victoire : ils ont obtenu les papiers nécessaires pour entamer une démarche de régularisation et à la poursuite d'un travail licite. Pour certains, ils attendaient leur régularisation depuis plus de 10 ans !

Au-delà de la satisfaction de ces revendications fondamentales, ils ont plus largement acquis une expérience collective dans le cadre d'un mouvement conscient et organisé. Mais peut-être le facteur principal de construction du rapport de force a été leur unité et leur auto-organisation. Au fil de leur lutte, en participant activement à l'occupation et aux AG, ils sont devenus de véritables militants. Ils ont acquis une conscience et un niveau de solidarité capables de faire barrage à toute opération d'intimidation de la police ou de division face aux employeurs.

C'est cet acquis qui leur permettra, dès maintenant, de rester solidaires et de mener jusqu'au bout les dossiers de régularisation en préfecture et la défense de ceux que les rigueurs de la politique d'immigration du gouvernement Valls pourraient encore menacer.

Marina (Toulouse)

Dérive sécuritaire à Calais : préparons la solidarité

Bernard Cazeneuve était présent à Calais le 20 août, celui qui s'annonce comme le shérif du gouvernement a expliqué tout a long de sa visite son véritable désir de transformer Calais en forteresse, en effet celui-ci annonce en toute légèreté que désormais la police française et la police anglaise travailleront ensemble officiellement pour « contrer les passeurs » en vérité pour contrer les migrants. Ainsi il annonce également le déploiement de 500 policiers, ainsi que 700 « vigiles » autour du tunnel sous la manche autant dire qu'à ce rythme-là le pays des droits de l'Homme nous fait part de sa plus belle expression ! Il est de toute rigueur de se joindre à la lutte des migrants face à ce dispositif sécuritaire absurde visant clairement à réprimer ceux qui affichent leur solidarité avec les migrants et les migrants eux même.

Baptiste (Dunkerque)

Qui a dit ?

«Bah écoutez, moi je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace, plutôt que de rester spectateur»

1. Marine Le Pen
2. Agnès Ogier (PDG de Thalys)
3. Alain Vidalies (Ministre des transports)

Contre l'Europe forteresse, vive la résistance des réfugiés !

Depuis quelques semaines les images de corps de migrants échoués sur les plages européennes diffusées dans les médias nous révoltent. Les flux migratoires ne sont pourtant pas un phénomène nouveau. Durant la période qui suivit la seconde guerre mondiale, le gouvernement français envoyait des émissaires chercher des cargaisons de main-d'œuvre immigrée dans ses colonies nord-africaines pour travailler dans les usines françaises avec des salaires et des conditions de vies indécentes. Aujourd'hui avec la crise du capitalisme, l'Union européenne est prête à investir 115 millions par an dans le service qui garde ses frontières (Frontex) et oblige les migrants à vivre dans la clandestinité et la précarité. Face à ces conditions de vies, les migrants en France commencent à s'organiser et à lutter.

Bombardés par l'OTAN, réprimés par l'UE

Depuis début mai, des centaines de migrants Érythréens, Libyens, Somaliens, Soudanais, Syriens, Afghans, ont occupé le quartier de la Chapelle dans le 18ème arrondissement. Ils sont tous originaires de pays déstabilisés par les interventions armées ou diplomatiques des puissances impérialistes, telles que la France. Après avoir fuit leurs pays, ces migrants ont connu un véritable enfer à l'approche des rives de l'Europe forteresse. Tabassés par la police grecque sur l'île de Kos, enfermés dans les centres de rétention à Marseille, confiscations de passeports en Italie, séquestrés par le gouvernement hongrois, drôle de bienvenue...

Welcome To la Chapelle !

C'est alors la bataille pour les papiers et les logements durables qui s'est engagée dans les rues du 18ème. Durant deux mois, il n'y eu pas moins de neuf démantèlements de leur camp de fortune par la police sans qu'aucune place de logement ne soit proposée. Après plusieurs semaines de lutte et l'occupation de la caserne de pompiers désaffectée du Reuilly le 11 juin, environ un millier de réfugiés ont obtenu un logement en centre d'hébergement d'urgence pour une durée déterminée par leur demande de droit d'asile.

L'auto-organisation rime aussi avec combat !

Cette occupation a fait polémique parmi les organisations qui soutenaient la lutte des migrants. Voici un extrait de l'article de l'humanité paru

le lendemain : « Les militants du PCF, d'Europe-Ecologie-Les-Verts, du Parti de gauche, de la Ligue des droits de l'Homme, et d'autres soutiens, s'étaient mis d'accord : ils comptaient investir les jardins d'Eole, parc situé à deux rues de là, pour y installer un nouveau campement. Le NPA, appuyé par des anarchistes autonomes, dont certains débarquaient pour la première fois dans le quartier, avaient un tout autre plan : squatter une caserne désaffectée dans le 10e arrondissement ». N'en déplaisent à l'organe du Parti Communiste, ces propos sont mensongers. La décision d'occuper la caserne avait été prise la veille au soir par les migrants qui, depuis peu, s'organisaient en assemblées générales. Ainsi, la politique des militant-e-s du NPA a été de respecter la décision des migrants et de développer les outils nécessaires à l'auto-organisation, tel que trouver des traducteurs dans les différentes langues pratiquées par les migrants, fournir ses photocopies pour imprimer des tracts et offrir son service d'ordre pour se protéger de la police lors de manifestation. La stratégie développée par les élus du PCF et d'Europe-Ecologie ne s'est posée qu'au niveau institutionnel en rompant l'exécutif municipal qu'ils composaient avec le... Parti Socialiste depuis les dernières élections.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

En plus de l'auto-organisation des migrants, le deuxième élément clef fût la participation massive et active de la population du 18ème. C'est donc bien la confrontation des migrants auto-organisés et la population contre le gouvernement et la mairie de Paris qui ont permis d'obtenir ces places de logements d'urgence. Cette première victoire partielle est loin de répondre aux revendications des migrants, mais cette expérience montre que seule la lutte permet de faire progresser nos droits. Nous resterons toujours solidaires de la lutte des migrants, et continuerons à faire de leurs revendications notre programme : régularisation immédiate, liberté de s'installer et de circuler, logement collectif et durable en commençant par la réquisition des logements vides!

Gaël (Paris 1)



Un été sanglant en Turquie: Erdogan contre les Kurdes plutôt que contre Daesh

La photo de sa dépouille a fait le tour du monde. Aylan Kurdi est devenu le symbole du massacre des réfugiés en méditerranée. Parmi les milliers de morts, il a fallu que cet enfant soit originaire de la ville de Kobané. Rappelant ainsi douloureusement la guerre menée au peuple kurde.

Un climat de guerre civile

Les élections législatives turques du 7 juin ont remis en question le pouvoir absolu du Parti de la Justice et du Développement (AKP), vainqueur depuis 2002 de toutes les élections nationales. Son chef de file, le président Erdogan s'est retrouvé dans l'incapacité de gouverner sans former de coalition au parlement. Une position inacceptable pour celui qui rêvait de réformer la constitution du pays dans le sens d'une légitimation de son règne autoritaire. Dès lors, le camp Erdogan n'a eu de cesse de porter ses attaques contre la gauche et les kurdes. Le 20 juillet, 33 jeunes militants socialistes étaient massacrés aux portes de Kobané, la destination qu'ils avaient choisie pour apporter leur soutien matériel et symbolique à la résistance du peuple kurde contre l'Etat Islamique. Cet attentat, commis avec la complicité de l'Etat Turc, a été le déclenchement d'une campagne soi-disant anti-terroriste meurtrière. Depuis fin juillet, la police turque arrête syndicalistes, militants des partis de gauche, et soutiens de la cause kurde à travers tout le pays. Durant tout le mois d'août, l'aviation turque a bombardé les positions des militants du PKK, l'organisation de lutte armée du mouvement kurde, faisant des centaines de morts. Les villes de Varto, Cizre, Sirnak, Dersim, entre autres, ont été militarisées, avec interventions de l'artillerie turque et échanges de tirs d'armes lourdes dévastatrices.

Une gauche déboussolée

La gauche turque et kurdesemble être prise de court par la tournure dramatique que prennent les événements. Fort d'une longue tradition de résistance, le mouvement kurde sait se défendre, y compris militairement. Mais après une trentaine d'années de guérilla, et près de 40 000 morts, beaucoup aspirent à la paix. C'est la réponse donnée aux discours belliqueux et aux interventions sanglantes d'Erdogan. Un collectif pour la paix, formé autour du HDP, a mené campagne tout l'été pour réclamer un cessez-le-feu. Le leader charismatique de la gauche, Selahattin Demirtas déclarait le 23 Août: «Pour nous, il n'existe pas d'alternative. Il ne doit plus y avoir de morts kurdes, turcs, militaires, guerillas ou policiers. ». Ce sentiment pacifiste existe jusque dans les rangs des soutiens des différents partis nationalistes turcs, et risque bien de faire perdre des voix à l'AKP aux élections anticipées annoncées pour novembre. Si le PKK se défend militairement, c'est la politique pacifiste du HDP qui cristallise la réaction de la gauche turque et kurde. Et cette confiance en la voie parlementaire et dans la conciliation avec la bourgeoisie turque, la place dans une position de faiblesse. L'illusion d'une paix juste avec les bouchers d'Ankara, qui ont prouvé à maintes reprises le caractère profondément dictatorial de leur politique, est allé, fin août, jusqu'à l'entrée dans un gouvernement provisoire de deux ministres HDP.

L'arrêt des massacres en Turquie ne pourra passer que par la rupture avec la bourgeoisie turque représentée par l'AKP, et la solidarité de classe entre les opprimés turcs et kurdes; pas par le respect des institutions de la République Turque, maculée du sang des kurdes.

Timour (Paris 8)

Révolte au Liban !

Depuis la mi-juillet et la fermeture de la plus grande décharge au Liban, des tas d'ordures s'entassent dans les rues de Beyrouth, la capitale. Cette « crise des ordures » provoque la colère et le soulèvement de la population, donnant lieu à des manifestations réunissant des dizaines de milliers de personnes les 22 et 23 août. Puis, le 29 août dernier, ce sont 100 000 personnes

qui ont manifesté (pour 6 millions d'habitants) place des Martyrs, lors d'un rassemblement appelé par des collectifs du mouvement de protestation comme « vous puez », « nous demandons des comptes » ou « dégagez ». Cette protestation est surtout nourrie par la colère contre la corruption des dirigeants politiques, dans un pays qui n'a plus de président depuis mai 2014.

Des manifestants ont récemment occupé le ministère de l'environnement et obligé le ministre à rester plusieurs heures dans son bureau. Le mouvement réclame la démission du ministre de l'environnement et de l'intérieur suite à la violente répression qu'il subit.

PH (Lille)

Féminicides en Amérique Latine: le dernier maillon d'une violence structurelle

Le terme féminicide, qui n'existe pas officiellement dans la plupart des pays, est reconnu par 16 pays de la région. Cela est lié aux chiffres concernant les violences envers les femmes: 15 femmes meurent par jour au Brésil, 2000 par an au Mexique, 66 000 dans le monde. Le féminicide est le dernier maillon d'une violence structurelle envers les femmes. Alors que la région connaît une accession des femmes au pouvoir,

5 des 12 pays au taux le plus élevé de féminicides se trouvent en Amérique latine.

Pas si paradoxal lorsqu'on voit le silence et la complicité des États, liés à l'Église. Les lois, les discours loin d'être suffisants, témoignent d'une hypocrisie des États qui peinent à convaincre. Les mobilisations massives qui ont éclaté ces derniers mois contre la violence de genre, dont la récente campagne #NiUnaMenos,

témoignent d'un ras-le-bol de centaines de milliers de femmes qui ne sont plus prêtes à avaler les mensonges des États. Elles prennent les rues et répondent: « si vous touchez à l'une d'entre nous, nous nous organiserons par milliers ».

Tania (Paris 8)

Crise économique en Chine, la fin de l'exception ?



Alors que depuis le début de la crise de 2008, la Chine et les pays émergents en général se targuaient d'être les seuls pays à ne pas être touchés par la crise et à avoir une croissance en augmentation, depuis quelques mois ce n'est plus le cas. En effet, après la crise des sub-primes aux Etats-Unis et la crise de la zone euro, c'est au tour de la Chine d'être touchée.

Une des raisons de la nouvelle crise

Depuis quelques temps, nous voyons que les capitalistes préfèrent retirer leurs investissements de Chine pour aller produire ailleurs, dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère comme en Afrique ou dans le reste de l'Asie du Sud-Est. En juillet dernier, la bourse de Shanghai a connu une baisse de 32%. En août c'est la monnaie chinoise qui connaissait d'importantes dévaluations à répétition. Tout ceci a des conséquences pour l'économie chinoise puisque, depuis quelques temps, le gouvernement chinois nous explique que le taux de croissance de la Chine est de 7% alors qu'en réalité, il se situerait autour de 3%.

Les jeunes et les salariés, toujours les premières victimes :

Nous voyons aussi que les conséquences les plus graves sont toujours pour les populations les plus pauvres. Si le gouvernement chinois pouvait faire croire que grâce à un taux de croissance très élevé il pouvait progressivement améliorer les conditions de vie de la population, aujourd'hui il ne peut plus. Nous pouvons le voir par les différentes catastrophes industrielles qu'il y a eu ces dernières années, qui ont fait plusieurs centaines de morts. Ou dans le fait que les conditions de travail soient de moins en moins bonnes et que les salaires n'augmentent presque pas. Enfin, le taux de chômage n'est pas en baisse mais stagne depuis quelques temps autour de 4,5% de la population active. Ce qui - à l'échelle de la Chine - représente plusieurs millions de personnes.

Les résistances des salariés

Face à tout cela, il y a beaucoup de résistances de la part des travailleurs. Depuis quelques temps l'étude chinoise sur

le nombre de grèves ne paraît plus. Ceci nous prouve qu'il y a une volonté de la part du gouvernement de cacher le ras-le-bol des travailleurs. Car jusqu'à maintenant les capitalistes pouvaient lâcher assez facilement face aux revendications des salariés, mais aujourd'hui, avec le ralentissement de la croissance, les entreprises ne peuvent plus se permettre de perdre face aux travailleurs. Cela doit nécessiter le durcissement des luttes des travailleurs face au patronat.

Le capitalisme: une crise permanente !

Le fait que la Chine connaisse aujourd'hui un ralentissement important de sa croissance nous montre bien qu'aucun pays ne peut échapper aux différentes crises qui sont générées par le système capitaliste. Pour que cesse enfin ces crises dont les conséquences les plus graves sont toujours pour les populations les plus pauvres, il faudra mettre fin et sortir du système capitaliste.

Alex (Nanterre)



Situation en Grèce: tirer le bilan

du gouvernement Syriza



★ La situation catastrophique des classes populaires

Malgré le « non » majoritaire au référendum du 5 juillet, le gouvernement Tsipras a accepté le 3e mémorandum, dont les conditions ont été posées par la troïka. Or ce mémorandum est encore pire que les précédents et prévoit, entre autres, les mesures suivantes :

-des départs à la retraite allant de 63 ans minimum jusqu'à 67 ans maximum (en théorie seulement car le site Rue89 relève l'exemple de ce professeur d'université, 70 ans passés, qui continue à travailler pour joindre les deux bouts après avoir vu son salaire diminué de 55%) et la suppression de retraites avancées ; notons que la Grèce est le pays d'Europe où le temps de travail est le plus long ;

-l'augmentation d'impôts pour les paysans (+ 20% en 2016), les retraités et les PME ; une augmentation de la taxe de solidarité mais qui ne concerne pas tout le monde puisque le taux le plus élevé prévu

chez les plus riches chute de 8% à 6% ! Taxer les plus précaires tout en privilégiant les plus fortunés : une recette absurde dont se délecte le capitalisme !...

-la suppression de postes et les licenciements massifs, notamment dans le secteur public ;

-25 milliards prévus de recapitalisation des banques, qui peuvent maintenant expulser et saisir les maisons de ceux endettés auprès d'elles (mesure interdite depuis 1980) ;

-la privatisation des aéroports, parcs, stades, sociétés d'électricité, de trains, l'eau dans les grandes villes, etc. qui coûte 50 milliards d'euros aux travailleurs/euses.

Pourtant la situation est déjà très critique en Grèce comme l'illustrent ces chiffres affolants : le chômage est grimpé de 7,8% à 26,5% en 2014, atteignant 52,4% dans la jeunesse ! La même année, 36% des grecs sont considérés

comme en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale contre 28% en 2008. Beaucoup de jeunes pensent à quitter leur pays ou retournent vivre chez leurs parents. En outre, non seulement l'Etat peut compter sur son fidèle allié, la police, dont la violence a été pointé du doigt lors des mobilisations du 15 juillet, mais en plus il musèle les manifestants comme en témoignent les arrestations brutales dont ont été victimes les camarades de l'OKDE-Spartakos. C'est pourquoi, plus que jamais, les jeunes et les travailleurs/euses doivent s'unir et penser la stratégie révolutionnaire afin de renverser le système capitaliste ! Et cela ne s'applique pas qu'en Grèce, à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale, en France et ailleurs !

Laura (Le Mans)



QUELQUES CHIFFRES:

530€ Salaire minimum

700€ Salaire médian

500€ Loyer moyen en banlieue

321 000 000 000€ Montant de la dette grecque

0 Nombres de jeunes et de travailleurs qui ont signé ces emprunts...

61% Score du non au référendum

Grèce : l'alternative à l'austérité réside dans la lutte des jeunes et des travailleurs !

Suite à la démission d'Alexis Tsipras, de nouvelles élections se tiendront en Grèce le 20 septembre prochain. En six mois de gouvernement Syriza a réussi à imposer une vague d'attaques sans précédent à l'encontre des jeunes et des travailleurs. Alors que se profile la perspective d'un nouveau gouvernement austéritaire, la seule issue pour la population grecque réside dans la reprise des luttes contre l'austérité, pour faire plier les capitalistes.

L'échec d'une illusion réformiste

Depuis l'élection de Tsipras, la situation s'est encore empirée pour la population grecque. Non seulement Syriza n'a pas tenu ses promesses, mais sous la pression de la bourgeoisie, il a imposé le pire plan d'austérité appliqué jusqu'ici. Le gouvernement Syriza a choisi son camp,

celui des banquiers et des patrons, et il n'a pas hésité à recourir à la force à l'encontre des manifestations contre ce nouveau mémorandum.

Mais la cause de ce désastre n'est pas une trahison personnelle de Tsipras. C'est l'échec de la stratégie de Syriza : penser s'opposer à l'austérité sans s'affronter aux capitalistes et à leurs institutions, d'UE comme de Grèce. Car l'austérité est la façon dont les capitalistes font payer les conséquences de leur crise aux jeunes et aux travailleurs depuis 2008, en leur imposant de rembourser une dette dont ils ne sont pas responsables. Il est donc hors de question pour les capitalistes d'arrêter ces attaques.

Tirer les bilans du désastre Syriza... pour ne pas le reproduire !

Les aspirations à en finir avec

l'austérité sont immenses à travers l'Europe. C'est pour cela que les enseignements de l'échec de Syriza sont particulièrement importants. Ils démontrent qu'en Grèce comme ailleurs, il ne suffit pas d'être élu sur un programme anti-austérité pour inverser la tendance, mais qu'il s'agit d'organiser la confrontation avec les capitalistes.

Face à l'immense déception de la population grecque, l'aile gauche de Syriza a décidé de former un nouveau front politique anti-austérité (Unité Populaire). Or celui-ci maintient l'illusion d'une solution par les urnes, et surfe sur les rengaines nationalistes. Il s'en prend uniquement aux institutions de l'UE et défend un programme de relance du capitalisme grec en dehors de l'euro. Or en Grèce comme ailleurs, il s'agit aussi de s'attaquer aux capitalistes nationaux, car ils sont les premiers à bénéficier des politiques d'austérité, comme les armateurs grecs exemptés d'im-

pôts.

Pour en finir avec l'austérité, le seul programme qui vaille doit mettre en avant la nécessité de prendre l'argent là où il est : dans les caisses des banquiers et des patrons qui s'en sont mis plein les poches depuis 2008. Cela implique notamment l'annulation de la dette, la nationalisation du secteur bancaire et des principales industries et leur mise sous contrôle des travailleurs. Or cela ne pourra être obtenu que par une mobilisation massive des jeunes et des travailleurs.

Reprendre le chemin de la lutte, et rompre avec le capitalisme !

Ces derniers mois ont été marqués en Grèce par plusieurs manifestations contre le nouveau mémorandum, des mobilisations étudiantes, et par plusieurs grèves, notamment contre le travail du

dimanche et dans les mines d'or. Si ces luttes demeurent isolées, c'est bien par la multiplication et la convergence de ces initiatives que pourra se construire la vraie opposition à l'austérité. Seuls les jeunes et les travailleurs, par leur nombre et leur mouvement d'ensemble, ont la capacité d'imposer leurs volontés face aux capitalistes. Entre 2010 et 2012, la Grèce a été traversée par un cycle important de luttes et de mobilisations, avec plus de 20 journées de grèves générales. De la même manière qu'à l'époque ces grèves ont fait trembler les bourgeoisies grecques et européennes, c'est bien à travers

Sylvain (EHESS)

Grèce : l'alternative à l'austérité réside dans

LA LUTTE DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS !

Les tâches des révolutionnaires en Grèce aujourd'hui - OKDE Spartakos

La chose la plus importante pour la gauche anticapitaliste est de dire qu'il y a une nécessité pour un nouveau cycle de mouvements sociaux, qui prolongerait les luttes des travailleurs et des jeunes des dernières années. L'unité d'action et la convergence de tous ceux qui veulent se battre est d'une importance capitale. Nous avons besoins de comités locaux, d'auto-organisation et d'une coordination centrale qui est responsable devant la base. Dans ces structures sont les bienvenus tous les courants politiques qui accepteraient de s'investir dans la lutte : le KKE (en dépit de leur refus buté), Unité Populaire, les organisations de la gauche non parlementaire, les anarcho-syndicalistes et les collectifs anarchistes. ANTARSYA avec l'héritage important laissé par son rôle central dans la campagne pour le OXI peut et doit diriger ce mouvement. Au même moment, ANTARSYA peut et doit affirmer son indépendance politique et organisationnelle, son caractère anticapitaliste et son programme. On frappe ensemble dans le mouvement, et on marche séparément politiquement – il n'y a pas de sectarisme dans le fait de vouloir incarner un pôle distinct dans le mouvement.

Solidarité avec les réfugiés

La solidarité avec les migrants et les réfugiés doit être un objectif important et central pour le mouvement. Ce sont nos frères de classe qui risquent leurs vies pour éviter la guerre et l'asphyxie économique. Les revendications d'asile pour les réfugiés, la régularisation et l'accession aux droits entiers pour tous les immigrés, l'ouverture des frontières et un logement et de la nourriture décentes sont des devoirs élémentaires de solidarité de classe. Le mouvement doit élever un mur d'unité de classe avec les travailleurs étrangers contre le racisme de l'Etat, de l'UE et des fascistes. Aucun espace ne devrait être laissé à Aube Dorée qui tente de faire un retour en répandant son poison raciste.

Le nouveau cycle de mobilisations, cependant, court le risque d'aboutir à une impasse. C'est le cul-de-sac de l'orientation patriotique interclassiste, pour le rassemblement pour « le bien du pays », comme si le pays ne contenait pas des classes antagonistes. Le cul-de-sac d'une nouvelle stratégie parlementaire qui, soyons clairs, constitue une opportunité pour certains de rester ou de rentrer au

parlement. Ces voies sans issues sont exprimées il semble par le nouveau front « Unité Populaire » de P. Lafazanis.

L'Unité populaire

C'est sans aucun doute une évolution positive pour UP de quitter SYRIZA, sur sa gauche, avec l'intention de résister au nouveau memorandum. Il semble que ce nouveau front aura une base militante et des liens avec les syndicats (et avec leurs bureaucraties en même temps). Mais le caractère politique de l'UP ne doit pas être jugé en fonction de leurs bonnes intentions de la même manière que le caractère politique de SYRIZA ne pouvait l'être non plus. Le front anti-memoranda, patriotique, démocratique, progressiste de Lafazanis est programmatiquement bien en deçà des besoins réels des travailleurs, des chômeurs et des opprimés. Ce front s'oppose au memorandum et à l'euro, mais il ne rejette pas tout les éléments qui ont conduit SYRIZA à jurer fidélité à l'euro et aux memoranda : l'illusion gouvernementale, la gestion et la réforme de l'Etat, la logique de l'unité nationale, le programme électoral de SYRIZA lui-même. De plus, ce front ne semble pas être démocratique car il a l'air de copier les structures de direction et l'organisation éclatée de SYRIZA. En conséquence, en dépit des intentions déclarées, la fonction objective de l'UP est de contenir la radicalité des gens quittant SYRIZA.

Cette radicalisation potentielle, après l'effondrement des illusions en SYRIZA, rend possible des bonds futurs dans la conscience de classe, qui devront puiser dans l'expérience du mouvement. ANTARSYA, malgré l'orientation politique et les problèmes de fonctionnement de la dernière période, s'est débrouillée pour attirer des militants reconnus, gagner une notoriété et une audience dans le mouvement et devenir le centre et le point de référence de la gauche anticapitaliste. C'est le devoir de la gauche anticapitaliste aujourd'hui de ne pas laisser des pans de la classe ouvrière qui se radicalisent s'arrêter au milieu du chemin, comme cela pourrait être le cas avec le réformisme de l'UP. Au même moment, la gauche anticapitaliste doit inspirer et rassembler ces nouvelles couches de militants qui sont contre les négociations avec les vieux dirigeants réformistes usés par le temps.

Les anticapitalistes et l'Unité Populaire

Il est clair que la collaboration politique et électorale avec UP n'est pas possible. De toute façon il n'y a pas de langage commun en ce qui concerne le programme et c'est devenu clair lors des discussions entre ANTARSYA et UP. Cela n'est pas seulement du au refus de UP de sortir de l'UE, là où certains camarades concentraient leur critique, malgré l'importance de la lutte contre l'UE aujourd'hui. Le principal problème c'est l'orientation d'UP, qui est tout simplement un retour au SYRIZA des origines et à leur tactique gouvernementale/électorale, en rajoutant la revendication d'une monnaie nationale indépendante. La perspective d'UP est la reconstruction productive sur une base nationale, dans le cadre du capitalisme, chose avec laquelle ses principales figures sont d'accord. L'idée qu'un programme anti-austérité et anti-euro ne peut être accepté par aucune fraction de la bourgeoisie, et que donc UP se radicalisera forcément vers une orientation anticapitaliste, cette idée n'est pas plus valide que celle en janvier de dire que l'intransigeance des créanciers pousserait le gouvernement SYRIZA à la rupture et qu'il fallait soutenir SYRIZA – on a vu ce qu'il en est depuis.

Au delà de l'incompatibilité programmatique aisément prévisible, la caractère politique d'UP en soi rendrait une alliance avec eux néfaste, car cela affaiblirait sérieusement l'image anti-système et le caractère d'ANTARSYA.

De plus, la gauche anticapitaliste n'a aucune chance de gagner du poids politique en se battant pour l'hégémonie à l'intérieur d'un tel front, vu que tout est déjà décidé, les dirigeants, le nom, la direction, etc.

Dans les prochaines élections, la principale cible pour nous c'est l'irruption de la gauche anticapitaliste, combative et indépendante de toute forme de réformisme, utile dans les luttes à venir. Le cycle d'attentisme électoral et d'illusions parlementaires doit se refermer. Une ANTARSYA indépendante (ou espérons le élargie à des organisations révolutionnaires qui n'en sont pas encore membres), avec comme mot d'ordre le retour à la rue et la nécessité pour les travailleurs et les opprimés de se dresser sur leurs deux jambes, pour un affrontement généralisé avec le système



AU COEUR DE NOS LUTTES, LA SOLIDARITE AVEC LES JEUNES ET LES TRAVAILLEUR-SE-S DE GRECE

Si nous avons à cœur de connaître la situation en Grèce et de faire le bilan de l'expérience du gouvernement Syriza, ce n'est pas seulement pour les étudier d'un point de vue extérieur, comme le font les grands médias qui tendent à faire croire que la situation des personnes vivant en Grèce ne nous concernait pas directement. Au contraire, de Grèce, de France ou d'ailleurs, les jeunes, les travailleur-se-s et l'ensemble des opprimé-e-s ont le même ennemi, et celui-ci se cache dans notre propre pays.

Solidarité avec les travailleur-se-s et les classes populaires de Grèce !

Si nous sommes solidaires du peuple de Grèce, c'est parce que nous considérons que face aux attaques du capitalisme mondialisé, nous ne pouvons détourner les yeux à moins de sombrer dans le nationalisme, ou de penser que l'endroit où nous sommes né-e-s est l'élément fondamental pour déterminer notre droit à (sur)vivre, à avoir accès à la santé, ou à l'éducation.

Mais plus qu'un sentiment « humaniste », nous pensons qu'il y a derrière cette question une nécessité stratégique. En effet, les classes dominantes étant organisées à l'échelle mondiale (et dans ce cas précis, à l'échelle européenne), leurs succès ou leurs mises en échec ont des répercussions sur l'ensemble de la planète. Si les jeunes et les travailleur-se-s de Grèce, par la lutte exemplaire qu'ils et elles ont mené depuis le début de la crise, avaient réussi à mettre en échec la politique d'austérité que les gouvernements appliquent à l'échelle européenne, nulle doute que notre propre gouvernement, en France, aurait été beaucoup plus à la défensive pour mettre en place les attaques que nous avons subies ici. De la même manière, si en France nous parvenions à stopper le gouvernement Hollande par nos luttes et à reprendre le haut du pavé face au patronat, c'est sans aucun doute le meilleur soutien que nous pourrions envoyer aux jeunes et aux travailleur-se-s de

Grèce sont victimes de ce même gouvernement dans les instances européennes, et de ce même patronat.

Par ailleurs, l'expérience du gouvernement « anti-austérité » de Syriza nous apprend aussi beaucoup sur les stratégies à mettre en place. Une fois de plus, cette expérience montre la faillite des stratégies réformistes qui placent le centre de leur attention dans les institutions et se désintéressent de la construction du rapport de force dans la rue. L'internationalisme que nous défendons, c'est donc aussi notre manière de ne pas répéter les erreurs qui ont pu être faites, en tirant le bilan de chacune des expériences qu'a pu faire notre classe.

Contre l'Europe forteresse, abattons les frontières !

Cette solidarité n'a rien d'abstrait et elle doit se concrétiser dans nos résistances et nos luttes quotidiennes. Elle passe avant tout par le fait de n'avoir aucune illusion sur les ambitions « internationalistes » ou « civilisatrices » de nos gouvernements. Comment par exemple peut-on croire aux larmes de Merkel face aux sorts des migrants et à sa « compassion » face aux malheurs des plus démunis, quand son propre gouvernement, seulement deux mois plus tôt, a participé à l'imposition du pire programme d'austérité qu'a connu la Grèce ? Comment peut-on croire aussi que le gouvernement Syriza, prétendument « de gauche », soit réellement du côté des exploités-e-s et des opprimés-e-s lorsque celui-ci envoie la police pour réprimer les migrant-e-s à Lesbos et les manifestant-e-s en lutte contre l'austérité à Athènes ? Ces gouvernements, ces frontières, ne sont pas les nôtres. Il ne tient qu'à nous de les abattre, dans nos esprits et dans nos luttes.

Sarah (Paris1)

LÉON TROTSKY: UN MILITANT COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE

Quelles enseignements tirés de son expérience et de ses ouvrages aujourd'hui?

Trotsky et l'opposition à la bureaucratisation stalinienne :

Le 21 août dernier marquait le 75ème anniversaire de la mort de Léon Trotsky. Celui-ci fut assassiné au Mexique par un agent sous les ordres de Staline, alors au pouvoir en URSS. Après avoir occupé une place centrale dans la révolution russe de 1905 en étant à la tête du soviet de Saint-Petersbourg; il revient en Russie, suite à un exil de plusieurs années, à la veille de la révolution d'Octobre 1917, dans laquelle il jouera un rôle tout aussi important. Il s'agit de la première révolution socialiste.

Cependant, l'arrivée de Staline à la tête de l'Union Soviétique, suite au décès de Lénine en 1924, va amorcer un véritable tournant politique en URSS et dans l'ensemble des partis communistes sous l'égide de la IIIème internationale. Il va amorcer une bureaucratisation du parti communiste et de l'internationale afin de s'assurer une position hégémonique, niant toute démocratie interne. Les organes d'auto-organisation que furent les soviets seront noyautés, et nombre des acquis de la révolution seront remis en cause, notamment en ce qui concerne le droit des femmes ou des homosexuels. La censure sera de même généralisée. Tous les opposants à sa politique seront contraints à l'exil, déportés ou directement exécutés. Or, cette opposition, qui se fait appeler « Opposition de gauche » est principalement portée par Trotsky lui-même. En conséquence, il sera exclu du parti communiste d'Union Soviétique en 1927, et forcé de quitter l'URSS en 1929. Cependant, cela ne l'empêchera pas de poursuivre son combat permanent contre les politiques erronées de la bureaucratie stalinienne. Cela le contraindra, face à la stalinisation de l'Internationale communiste et à l'abandon de la perspective révolutionnaire, à fonder en 1938 la IVème internationale.

La révolution permanente, théorie toujours pertinente :

Cependant, malgré le fait que la mort de Trotsky remonte à 75 ans, ses théories restent aujourd'hui encore d'une grande actualité. S'opposant à la théorie stalinienne de « la révolution par étapes » et de « la révolution dans un seul pays », il met en avant l'idée de « révolution permanente ». Cela implique le fait que la révolution prolétarienne s'inscrit dans un processus long où les revendications démocratiques doivent être une tâche centrale à accomplir, mais qui ne peut se borner à celles-ci. Il s'agit, au delà du renversement d'un pouvoir autoritaire, en poursuivant le processus révolutionnaire, de mettre en place une société communiste libérée du pouvoir étatique, où les travailleurs, les exploités prendraient directement le pouvoir. Mais la seconde implication de la théorie de la « révolution permanente » est que la révolution ne peut se limiter aux frontières d'une seule nation. Elle doit être le point de départ d'un mouvement voué à se développer à l'échelle mondiale, d'où la nécessité de s'organiser au sein d'une internationale. Par ailleurs, seule la classe ouvrière peut être à même de mener cette révolution. En bloquant le processus de production par la grève, il s'agit de mettre à bas le système capitaliste et de s'émanciper du joug de l'exploitation, inhérent aux rapports salariaux.

« Cependant, malgré le fait que la mort de Trotsky remonte à 75 ans, ces théories restent aujourd'hui encore d'une grande actualité »

Mais cette théorie n'est pas qu'une abstraction. La situation actuelle en est la preuve. Les exemples de la Tunisie ou de l'Égypte en sont symptomatique. Ce qu'on a appelé « les printemps arabe » ne sont que la cristallisation d'une poussée révolutionnaire qui trouve sa source dans la montée en puissance des mouvements sociaux dans ces pays qui a débuté bien en amont. En effet, les grèves et les manifestations, dès le milieu des années 2000 commençaient à se multiplier, notamment en raison de l'augmentation massive du chômage, principalement chez les jeunes, et de la paupérisation progressive de la population. Par ailleurs, ce processus révolutionnaire ne prend

pas non plus fin en 2011, puisque l'instabilité politique persiste et que la Tunisie notamment connaît à nouveau de puissantes vagues de grève. De même si le Nord de l'Afrique a connu et connaît toujours un processus révolutionnaire, celui-ci a dépassé les frontières des Etats pour se développer au Moyen Orient où les explosions sociales ont été nombreuses, tant en Lybie, qu'en Syrie, qu'au Bahreïn, ou encore, depuis peu, au Liban. C'est bien ce double processus, où la révolution est vouée tant à se propager à d'autres pays, qu'à s'étendre sur le temps long jusqu'à l'arrivée au pouvoir des travailleurs eux-mêmes, que Trotsky appelait « révolution permanente ».

Actualité et nécessité de porter une perspective révolutionnaire à l'heure de la crise du système capitaliste:

Il ne s'agit pas ici d'idolâtrer ou de mythifier un homme mort depuis 75 ans, mais plutôt souligner la pertinence encore aujourd'hui de ses idées et théories révolutionnaires. Cela est d'autant plus visible à la lumière de la crise que traverse le système capitaliste depuis 2008.

Cette crise nous la subissons de plein fouet en Europe et notamment dans les pays du Sud comme le Portugal, l'Etat Espagnol ou encore la Grèce. La réponse des gouvernements est de perpétuellement accentuer les mesures d'austérité qui impliquent pour les travailleurs de toujours plus se serrer la ceinture. Par ces politiques c'est nous qui payons le prix d'une crise dont seuls les capitalistes sont responsables. Mais, depuis quelques années la rigueur apparaît de plus en plus insupportable et les élections voient continuellement grimper les scores des partis dits « anti-austérité » comme Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce. C'est d'ailleurs de ce dernier qu'est issu Alexis Tsipras, premier ministre grec depuis janvier 2015.

Pourtant c'est aussi lui qui a infligé au peuple grec les pires mesures d'austérité et la plus grande vague de privatisation des services publics depuis la crise de 2008. Cela fait suite au mémorandum qu'il a accepté de signer avec les institutions européennes et internationales telles que la BCE, FMI, etc. Pourtant, Syriza avait nourri l'espoir chez les jeunes et les travailleurs d'une rupture avec les politiques antérieures, dessinant la perspective d'une possible amélioration des conditions de vie des

personnes les plus durement touchées par la crise. Mais c'est l'inverse qui s'est produit et, aujourd'hui, toute illusion d'un changement radical par la voie des réformes apparaît plus que jamais illusoire. Cette impasse du réformisme et la gravité des attaques subies par les classes populaires nous invitent à considérer tout particulièrement la nécessité de porter un projet révolutionnaire aussi en Europe, pour en finir avec les salaires de misère, pour s'opposer aux licenciements, au chômage de masse, ainsi qu'aux privatisations.

Seules les mobilisations regroupant l'ensemble des jeunes et des travailleurs seront à même de mettre à bas la misère et les inégalités que génère le système capitaliste. Et ce n'est que dans la lutte, dans la rue que cette unité peut se faire. C'est en s'émancipant des bureaucraties syndicales et des réformistes, par l'auto-organisation, au travers par exemple d'assemblées générales où les premiers concernés décident des suites de leur lutte et de leurs moyens d'action, que cela sera possible. L'échec du réformisme a été maintes fois démontré. Mais, dénoncer le caractère erroné des politiques réformistes et souligner les facteurs qui font de cette période de crise une période d'instabilité globale du système capitaliste ne suffit pas. Il est nécessaire dans ce cadre, même si nous ne sommes pas à la veille d'une révolution dans l'immédiat, de défendre une orientation claire, de construire un parti ayant pour perspective stratégique le renversement du capitalisme, source de l'exploitation et des oppressions.

Moïra (Nanterre)

à lire

L'Histoire de la révolution Russe, Léon Trotsky

La révolution permanente, Léon Trotsky

Programme de transition, Léon Trotsky

Où va la France, Léon Trotsky

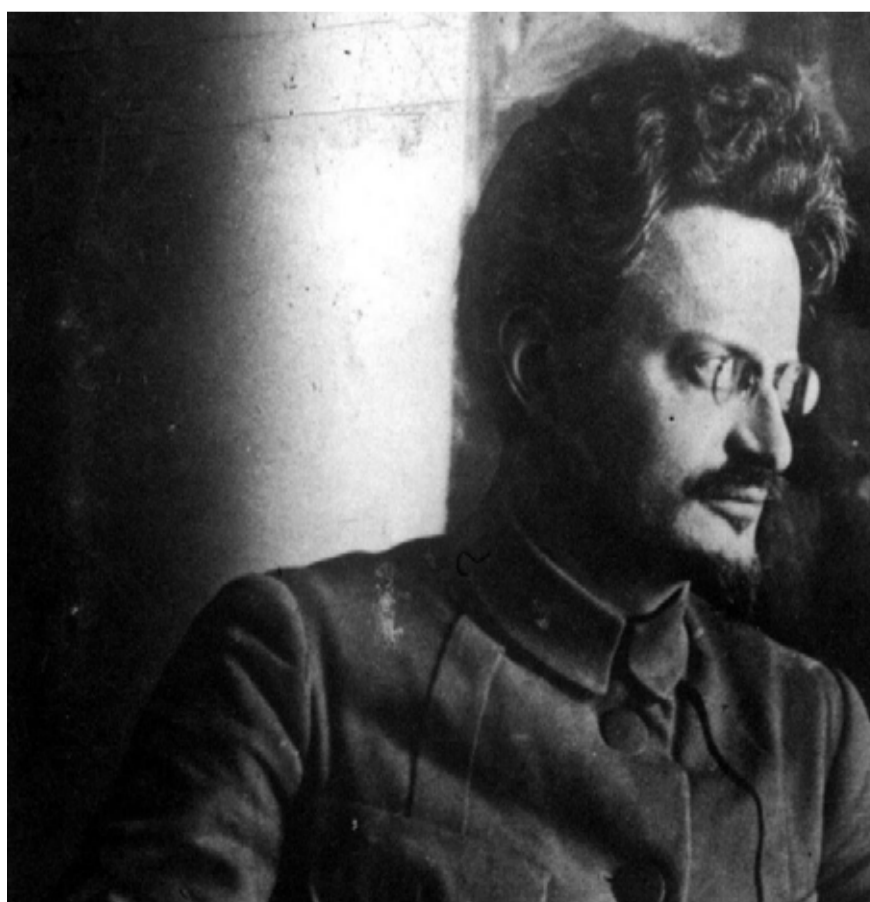
Leur morale et la notre, Léon Trotsky

Comment vaincre le fascisme, Léon Trotsky

La pensée de Léon Trotsky, Ernest Mandel

Trotsky, révolutionnaire sans frontière, Jean-Jacques Marie

Trotsky et la quatrième internationale, Jean-Jacques Marie



A la rentrée, luttons contre l'austérité dans les facs et les lycées !

Une fois n'est pas coutume, la rentrée 2015 s'annonce difficile pour les jeunes scolarisés. D'autant que nous subissons déjà de plein fouet les effets de la crise et la baisse du pouvoir d'achat, en matière de logement ou d'alimentation par exemple. En cette rentrée, le coût de la vie étudiante a une nouvelle fois bondi : plus 1,1% en moyenne, celui-ci progresse donc cinq fois plus vite que l'inflation (0,2% sur un an en juillet 2015).

L'austérité en quelques chiffres...

Alors que les effectifs augmentent dans l'éducation nationale et les facs, les moyens engagés restent largement insuffisants. Loin des beaux discours autour de la sanctuarisation des dépenses d'éducation ou de la création de 60 000 postes dans le second degré, le gouvernement Hollande impose l'austérité et casse le service public d'éducation. Avec 27 000 élèves supplémentaires dans les collèges et les lycées cette année, la baisse des dépenses par élève est évaluée par les syndicats à 6% pour le collège, et 10% pour les lycées d'enseignement général et techno depuis 2011.

Dans les universités, c'est la même musique. Depuis 2012, le budget

ne bouge pas d'un centime, alors que le nombre d'étudiants explose : entre 30 et 50 000 de plus par an, ce qui équivaut à une grosse université comme Paris 1 ou Nanterre. Au final, l'Etat dépense en 2015, 250 euros de moins par étudiant qu'en 2012.

C'est nous qui en payons les frais !

Cette politique a des conséquences dramatiques. Elle pousse de plus en plus de jeunes à la porte du système éducatif et renforce la sélection sociale, puisque ce sont toujours ceux et celles issues des classes populaires qui en paient le prix fort. Des milliers de lycéens, notamment les redoublants, se voient écartés des bancs du lycée, tandis que des milliers de néo-bacheliers sont refusés à l'université à cause des fameuses « capacités d'accueil atteintes ». Pour celles et ceux qui ont la chance de s'inscrire à la fac, les galères ne disparaissent pas : surcharge des cours, locaux délabrés, matériels pédagogiques trop vieux, problèmes administratifs... Les universités, dont beaucoup subissent des déficits parfois de plusieurs dizaines de millions d'euros, font des économies sur le dos des étudiants et la qualité de nos conditions d'études.

L'austérité : au service de la libéralisation à l'université !

Ce gouffre budgétaire dans lequel les facs plongent d'année en année est devenu le prétexte pour réformer. L'année qui vient, en application de la loi Fioraso, l'ensemble des universités françaises vont se regrouper pour ne plus former au final qu'une vingtaine de pôles régionaux.

L'offre de formation et les budgets seront discutés au niveau de ces mastodontes qui donnent un rôle important aux collectivités territoriales et aux patrons en leur sein. Un moyen de rationaliser à tout va l'offre de formation en faisant des économies d'échelles et d'adapter à vitesse grand V nos formations aux besoins des entreprises : c'est-à-dire vers des diplômes de plus en plus individualisés qui ne permettent pas de nous défendre sur le marché du travail.

A terme, c'est le caractère public et accessible de l'université qui est remis en cause par les pénuries organisées de moyens et les réformes : les financements privés se développent, et les discours prônant une augmentation drastique des frais d'inscription sont de plus en plus virulents. Nous empruntons tout droit la voie

des universités anglo-saxonnes profondément inégalitaires et élitistes !

Il est temps de se mobiliser !

Face à la casse du service public d'éducation, il est plus que nécessaire que les lycéens et les étudiants, aux côtés des profs et personnels, retrouvent le chemin de la mobilisation. Face à chaque régression, face aux cours surchargés, aux suppressions de postes ou de cours, pour défendre des conditions de vie et d'études décentes, nous devons nous organiser sur nos lieux d'études, nous mobiliser. D'ores et déjà, une date de grève et de manifestation est appelée le 17 septembre dans l'éducation nationale, et une autre le 16 octobre dans les universités. Ce doit être l'occasion d'unir nos colères et de défiler côte à côte, face à la politique du gouvernement, qui impose l'austérité dans les services publics tout en distribuant des milliards d'euros supplémentaires au budget militaire !

Raph (Paris 1)

Elèves sans lycée: Droit à l'éducation pour tou-te-s, mobilisons-nous !

Chaque année des centaines de lycéens ayant échoué au bac se voient refusé leur redoublement et se retrouvent sans lycée. Conséquence directe des politiques d'austérité appliquées par le gouvernement français, l'éducation n'est toujours pas accessible à tous.

Malgré tout, derrière ce problème apparemment purement budgétaire se cache aussi un problème social très clair directement lié à la société dans laquelle nous vivons et aux choix politiques qu'elle engendre.

En effet, selon notre origine sociale nous n'avons pas le même accès à l'éducation et cela se fait dès notre entrée à l'école. Dans les familles les plus défavorisées, les parents sont non seulement incapable d'aider leurs enfants durant leur scolarité, mais n'ont de plus ni les moyens – que ce soit en terme de temps ou d'argent – de permettre à leurs enfants de réussir.

Cette reproduction sociale est maintenue et encouragée par le système capitaliste. On va dès l'école apprendre aux élèves la concurrence, les encourager à être les meilleurs.

Plutôt que d'accorder plus d'attention aux élèves venant de milieux modestes, car ayant conscience que la réussite leur demande bien plus d'effort, tout le système est organisé pour avoir une élite bien précise composée de la classe dominante.

Elodie, Nanterre



Lutte des sans-facs à Nanterre

Depuis plusieurs années, les universités françaises rencontrent d'importantes difficultés budgétaires. Elles sont nombreuses à afficher des déficits de plusieurs milliers, voir millions d'euros. Pour tenter d'équilibrer leurs budgets, les facs ne trouvent comme solutions que de supprimer des postes et des diplômes. Des capacités d'accueil limitées sont mises en place dans la majorité des filières, fermant de fait l'accès aux diplômes quand le nombre d'étudiant atteint la limite fixée par les fac. Chaque année, de très nombreux étudiants se voient donc refuser leur inscription à l'université.

Austérité = étudiants refusés

A Nanterre comme ailleurs, cette situation catastrophique se fait ressentir : il manque aujourd'hui 3,3 millions d'euros à la fac pour fonctionner normalement. Comme chaque année les militants de l'UNEF

recensent tous les problèmes d'inscriptions sur l'université. A ce jour plus de 800 dossiers d'étudiant sans-fac ont été constitués afin de les présenter au vice président de l'université ayant le pouvoir d'inscrire n'importe quel étudiant dans la filière de son choix. Les problèmes sont nombreux et multiples : refus sur APB ou SESAME, hors délai pour ces procédures (dont les délais sont de plus en plus courts).

Ajoutons à cela le problème entraînés par Campus France : utilisé principalement par les étudiants de pays dont la majorité de la population n'est pas blanche, Campus France permet en toute légalité aux facs parisiennes de refuser les étudiants étrangers. En effet, pour ces facs, un étudiant étranger est automatiquement de niveau inférieur à un étudiant français et peu donc être inscrit dans des facs de province (voir d'outre-mer) sans tenir compte du lieu d'habitation le plus souvent à Paris, de ces étudiants.

La résistance des sans-facs

Tous ces problèmes d'inscriptions ne seront réglés qu'en augmentant la pression sur la présidence de l'université. Une Assemblée Générale a réuni près de 90 étudiants sans fac le vendredi 4 septembre. Il y ont réaffirmé leur volonté de confrontation avec la direction de l'université et sont d'ores et déjà prêts à organiser une activité militante quotidienne sur l'université : diffusions de tract et de pétitions, organisation de rassemblements, etc.

Une victoire face à la présidence ne peut être le fruit que de la mobilisation réelle des étudiants sans fac et de la volonté des militants combatif à chercher à construire cette mobilisation et à l'élargir aux autres étudiants de l'université !

Barth, Nanterre

ETUDIANTS SANS-FACS



C'est l'histoire d'un clip transphobe:

Alors que 85% des personnes trans (personnes dont le genre revendiqué ne correspond pas à celui assigné à la naissance) disent avoir été victimes d'un acte ou d'un propos transphobe l'année dernière, l'humoriste Florent Peyre a cru drôle de réaliser un clip appelé « travelo » parodiant Conchita Wurst diffusé sur TF1. Dans ce clip on peut entendre de la part de Florent des perles comme « Profession camionneur, mais je ressemble à ta sœur, un homme pour de faux »... Faire de l'humour au dépens d'une minorité opprimée n'a rien de drôle ! D'autant plus qu'en France faire changer son genre sur ses papiers d'identité est une démarche longue, bureaucratique, invasive et humiliante et que la plupart des équipes médicales continuent de considérer les transidentités comme une maladie.

Cela fait plusieurs années que les associations trans réclament une loi permettant le changement d'état civil libre et gratuit, sur simple demande auprès de la mairie, ainsi qu'un accès libre aux traitements hormonaux et la dépathologisation de la transidentité, entre autres choses. Ce genre d'humour, tout comme les blagues racistes ou sexistes, n'aide en rien nos luttes, voir contribue à renforcer la société qu'on combat !

Seb (ENS Paris)



L'imaginaire de la commune

Un livre singulier et étonnant paraît sur la pensée communarde: sur ce qui se pensait durant ces quelques semaines, tout autant que ce qu'elles amènent à penser...

Dans sa préface, Kristin Ross soutient que «le monde des communards nous est en réalité bien plus proche que le monde de nos parents». Ce livre est de fait un livre politique. Sa méthode: miser sur une approche par en bas, ne plus prendre pour repère l'État, les histoires officielles, nationale et républicaine, mais le mouvement populaire. À ce titre, elle est cohérente avec l'objet de son étude.

La Commune est une vaste expérience anti-hiérarchique qui mit sans dessus dessous valeurs et évidences, savoirs et pratiques, spécialisations et assignations. Les individus brouillent alors les pistes, débordent les frontières de ce qui est possible et autorisé: les prolétaires font de la politique, les artistes aussi, la politique irrigue la vie et «Je est un autre»... Engels l'avait écrit: la Commune n'avait pas d'idéaux à réaliser sinon, comme le dit Ross, «ne plus partager la misère» mais créer «un monde où chacun aurait sa part du meilleur»: le «luxu communal». Elle fut «un laboratoire d'inventions politiques, improvisées sur place ou bricolées à partir de scénarios ou d'expressions du passé, repensés selon les besoins du moment, et nourris des désirs nés au cours des réunions populaires de la fin de l'Empire». C'est certainement regrettable pour les adeptes de l'ordre (fût-il révolutionnaire): la politique est moins affaire de récitations que de création.

Réfractaire aux grands schémas

Ross mène ainsi l'enquête, horizontale, au ras des corps, des mots et des pensées des communards. On y côtoie dès lors l'étonnant cordonnier Napoléon Gaillard, Eugène Pottier, Elisabeth Dmitrieff, le géographe anarchiste Elisée Reclus, William Morris, etc. L'auteure poursuit ici son travail entamé lors d'un précédent grand livre sur l'œuvre d'Arthur Rimbaud. Elle rejoint le travail du philosophe Jacques Rancière dans la Nuit des prolétaires ou le Maître ignorant (dont elle est

la traductrice en anglais). Réfractaire aux grands schémas, aux raisons statistiques, elle file les gestes et les écrits de ce que l'histoire, impartiale et surplombante, passe sous silence ou ne repère même pas.

Car pour les voir, il faut être sensible aux foyers de questions, infimes ou grandioses, représentatives ou non, qui animent les vies lorsqu'elles s'émanent, aux objections que le réel leur impose, aux fécondes déraisons qu'elles lui rétorquent. Il faut percevoir la sinuosité des pensées, leur matérialité, leurs transformations (Marx ou les anarchistes), l'importance des symboles, les nuances qui deviennent fossé. Il faut accepter «la dialectique du vécu et du conçu». L'ouvrage est alors l'occasion de réfléchir, par échos, à quelques questions bien actuelles, écologistes, internationalistes, mais aussi au sort de l'individu, au danger des solutions isolationnistes et à la tentation des enclaves.

Ross rappelle ainsi que l'émancipation ne saurait s'appréhender de manière mécanique, qu'elle déroute les cartographies trop bien ordonnées. Elle n'est pas affaire de précision doctrinaire ni de surenchère identitaire. Elle est une disponibilité au présent, la mise en jeu de ce que l'on croyait être et savoir, cela quoi qu'en disent les apôtres du rectiligne et les puritains des procédures révolutionnaires.



Détroit: pas d'accord pour crever !

Ce livre retrace l'histoire de la League of Revolutionary Black Workers (LRBW). Dans le milieu des années 60, la jeunesse afro-américaine, cessant de croire aux promesses institutionnelles des Démocrates et à la non-violence, se tourna vers le Black Power. Une partie du Mouvement des droits civiques se radicalisa: ainsi apparurent le Black Panther Party (BPP) à Oakland et le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) à Détroit, mélanges de nationalisme noir et de maoïsme. Alors que le BPP orienta ses activités vers la « communauté » (patrouilles de surveillance de la police, petits déjeuners pour les enfants, etc.), le DRUM mit l'accent sur le lieu de travail, car les Noirs jouaient un rôle central dans l'appareil productif.

minorité, le DRUM pouvait s'adresser à l'immense masse des travailleurs noirs en leur proposant une manière d'e s'organiser. Avec d'autres syndicats révolutionnaires, il créa la LRBW, qui organisa, surtout dans l'automobile, des groupes de travailleurs en butte aux syndicats blancs corrompus, avec une volonté de s'adresser à l'extérieur, y compris à des groupes radicaux blancs. La LRBW exista peu de temps, comme le BPP. Détroit, ancien phare de l'industrie automobile, fut vidé de ses classes laborieuses, dans un contexte de racisme et de désindustrialisation laissant s'installer la misère. Mais la LRBW est un exemple d'organisation des opprimés et des exploités, et elle mérite d'être étudiée



DAN GEORGAKAS & MARVIN SURKIN

Detroit: pas d'accord pour crever

Traduit de l'anglais par Laure Motte

AGONE

Contrairement au BPP, qui ne pouvait réunir qu'une

Hermann (Nanterre)

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

#44 - septembre -2015

www.npa2009.org

jeunes.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication :

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

En Grèce comme partout ailleurs...



LYCÉENS, ÉTUDIANTS, CHÔMEURS ET SALARIÉS

COMBATTONS LES CAPITALISTES ET LES GOUVERNEMENTS A LEUR SERVICE



jeunes_NPA

jeunes nouveau parti anticapitaliste



jeunes.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro.....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA